



Communiqué de presse
Coursac, le 16 décembre 2025,

Dordogne : face à l'attentisme des pouvoirs publics, nos éleveur·ses ne peuvent plus attendre !

Hier soir, lors de notre mobilisation à Nontron (Nord Dordogne), le sous-préfet de Nontron a illustré l'impasse dans laquelle se trouve la Ministre de l'Agriculture. En assumant publiquement **ne rien mettre en place en attendant l'arrivée de la DNC** dans notre département, il a démontré, une fois de plus, l'incapacité du gouvernement à apporter des réponses concrètes face à une situation qui devient critique.

La Confédération Paysanne réaffirme ses revendications :

- **Fin de l'abattage systématique** dès le premier animal infecté : les mesures doivent être ciblées et proportionnées, et non destructrices.
- **Accès au vaccin sur tout le territoire français**, pour permettre aux éleveurs de se protéger efficacement de la DNC.
- **Changement radical de la politique sanitaire de l'État**, qui doit enfin prioriser la santé des animaux et le bien-être des éleveurs, plutôt que les intérêts du commerce international.
- **Droit au revenu pour toutes et tous les paysan·nes** : sortir du dogme du libre-échange, garantir des prix minimums et mettre en place des outils de régulation du marché pour stopper la mise en compétition des paysan·nes à l'échelle mondiale. Stoppons net l'accord UE-Mercosur !

À l'approche de Noël, les rayons des supermarchés sont pleins, mais nos élevages bientôt vides. Si le Conseil Départemental et quelques élu·es locaux se sont montrés soutien, nous appelons **TOUS** les pouvoirs publics de Dordogne à passer de l'attentisme à l'action, avant que la situation ne devienne irréversible. Nos fermes ne peuvent plus attendre : il est temps d'agir maintenant.

Contacts presse et élu·es :

François SOULARD, porte-parole Confédération Paysanne Dordogne : 06 06 94 16 56

